

# Le Réseau “Sortir du nucléaire” en questions

Alors  
débattons-  
en !

Décembre 2015

En 2016, un premier Congrès pour réfléchir à l'avenir  
**Un temps de réflexion collective, indispensable, pour aller de l'avant, valoriser et faire évoluer raisonnablement la structure du Réseau !**

EN FRANCE, DES MILLIERS DE GENS ONT RÉUSSI À FÉDÉRER LEURS MOYENS, LEURS ÉNERGIES ET LEUR INVENTIVITÉ POUR CRÉER LE RÉSEAU !

**18 ans, le Réseau “Sortir du nucléaire” oeuvre depuis 18 ans pour fédérer des centaines de groupes, pour attirer des milliers de sympathisants individuels et offrir un outil unique dans le paysage de la lutte antinucléaire. La France étant un des pays les plus nucléarisés au monde, il fallait au moins cela !**

**Pour autant, rien n'est simple.**

**Faire évoluer une telle structure et fédérer autant de diversité est une tâche complexe. La fédération a subi et a dû résoudre des crises de croissance, des crises structurelles inévitables au long des années.**

**Des commissions de réflexion et de médiation ont permis d'interroger régulièrement la structure sur son fonctionnement et de poser des jalons pour évoluer.**

**Militant ou simple sympathisant, chacun a sa grille d'information sur ce qu'est le Réseau, des “turbulences” qu'il doit résoudre. Pour ceux qui l'ont vécue, la crise de 2010 a laissé des traces profondes, et nous souhaitons réellement que les mesures actées et mises en oeuvre par le conseil d'administration en 2015 permettent de nous rassembler toujours plus nombreux autour de ce qui nous motive : la SORTIE impérative et urgente du nucléaire.**

**Le Congrès des 12, 13 et 14 février 2016 à Angers se propose de débattre de toutes les pistes que chacun imaginera pour construire l'avenir. Des tendances se dessinent : tout changer ou améliorer une structure qui a fait ses preuves ?**

*Pour arriver à des décisions équilibrées et justes, alimentons le débat de tous les points de vue possibles, dans un climat apaisé.*

## **Fédérer... beaucoup, beaucoup de monde**

Notre fédération nationale Réseau “Sortir du Nucléaire” est née en 1997 de la volonté de plusieurs groupes antinucléaires de mutualiser leurs moyens pour construire ensemble une organisation solide et stable, capable de lutter efficacement contre le monde mortifère et absurde du nucléaire. Pour mener cette lutte ardue, énergivore en disponibilités, en expertises et en compétences spécifiques, elle a suivi une évolution originale : une organisation non gouvernementale professionnalisée construite par et pour les groupes militants.

Mobiliser largement autour de campagnes nationales, installer un contre-pouvoir via de l'information indépendante, accompagner les groupes (service juridique, appui logistique et matériel, etc.), donner une visibilité nationale aux mobilisations de terrain, nouer des synergies à l'international ou encore ouvrir des perspectives dynamiques et concrètes quant à “l'avenir sans nucléaire” : notre Réseau est devenu un pivot essentiel à la cause antinucléaire.

L'objectif initial de fédérer et d'accompagner les associations de terrain s'est élargi. Aujourd'hui, 930 associations et organisations diverses et 60 000 individuels ont rejoint notre Réseau en adoptant sa Charte ; 20 000 sympathisants individuels apportent les moyens financiers indispensables à son fonctionnement. 237 groupes adhérents le font vivre.

Une évolution qui n'était pas forcément imaginée à l'origine et qui donne à notre lutte antinucléaire une visibilité dans le paysage politique et médiatique national. Un atout énorme pour... renforcer partout les moyens de gagner.

## **Sans un outil fort, organisé et réactif, aurions-nous pu par exemple :**

**Mobiliser** 30 000 personnes à Cherbourg en 2006 contre l'EPR de Flamanville, 62 000 manifestants en 2007 toujours contre l'EPR ?

**Rassembler** 60 000 personnes en 2012 en une gigantesque chaîne humaine pour affirmer : “Sortir du nucléaire, c'est possible !” ?

**Faire échec** au projet d'enfouissement de déchets nucléaires HAVL en 2000 sur 15 sites granitiques, ou encore faire annuler le projet de stockage de déchets FAVL, lancé sur 3115 communes, en 2009 ?

**Gagner des procès** contre EDF, AREVA, CEA ; faire annuler un décret autorisant le démantèlement de Brennilis ? Lancer une procédure contre l'Andra qui a caché le potentiel géothermique sous le site de Cigéo/Bure ?

**Organiser** une formidable chaîne de suivi des trains de déchets atomiques, contre le secret défense opaque qui les protège ?

**Diffuser** la carte de France du nucléaire à très grande échelle ?

**Face à une industrie qui a de plus en plus de mal à cacher le risque nucléaire, qui ne sait pas comment gérer ses déchets, qui produit une électricité pas du tout compétitive, interrogeons-nous sur ce que nous voulons lui opposer ! Renforcer la fédération actuelle ou tout changer ?**

## Quelques mots sur le rôle des salarié-e-s

En passant de 1 à 16, les embauches ont répondu ainsi à des besoins évalués et pesés par les membres des conseils d'administration successifs, élus en assemblée générale. Cette professionnalisation, que certains semblent contester aujourd'hui, répond à divers besoins :

- compenser le manque de disponibilité des administrateurs qui ne peuvent apporter qu'un engagement parfois limité du fait de leur vie personnelle et de leurs responsabilités militantes,
- apporter des compétences indispensables telles que la gestion de projets et de campagnes, la relation directe avec les groupes, la coordination d'actions juridiques, la coordination de production rédactionnelle, la gestion administrative, financière, informatique et de bases de données, etc. Des compétences qui ne peuvent être entièrement couvertes par les militants.

## Quelques mots sur la "crise"

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a vécu un conflit, en 2010, entre un salarié et ses 11 collègues. Il a fallu le résoudre, comme dans toute structure professionnalisée, sachant qu'aucune solution ne pouvait être satisfaisante pour tout le monde... Le conseil d'administration a mis en œuvre, mi-2015, la motion de réhabilitation votée en Assemblée générale en signant des protocoles d'accord, des processus de réhabilitation et un dédommagement financier conséquent pour l'ex-salarié. Toutefois, manquent la reconnaissance effective des préjudices subis par une partie des salariés et l'arrêt de ces préjudices.

### *Il est temps de passer à "autre chose"... et d'en tirer les leçons pour continuer*

Les effets des conflits internes sont graves. Comment les salariés peuvent-ils travailler sereinement et rester motivés alors que certains remettent en cause leur légitimité, voire leurs propres compétences ? Pourront-ils supporter cela indéfiniment ? Suite à une alerte de la médecine du travail, l'Inspection du travail a tout récemment demandé au CA de prendre des mesures impératives pour faire cesser le trouble, via deux courriers successifs de mise en demeure...

Le Réseau "Sortir du nucléaire" participe, à son niveau, à l'élaboration d'un monde plus respectueux de l'humain, il doit impérativement mettre en pratique une gestion salariale juste. Cela vient en écho à une question posée par les co-rédacteurs de la publication "Atomes crochus" n°3 : « *Comment être exemplaires d'un point de vue éthique mais aussi pratique en matière de relations salarié-e-s/employeurs ?* ».

**Un lien sans fondement** entre conflits passés et une soi-disant nécessité de modifier totalement la structure est diffusé aujourd'hui dans certaines publications. La communication largement opérée à ce sujet crée un contexte négatif, voire destructeur. Les interrogations que cela suscite au sein de groupes parfois mal informés sapent la confiance et engendrent un doute préjudiciable vis-à-vis du Réseau.

Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre des forces vives, si précieuses !

*Pour avancer, abordons ce premier Congrès antinucléaire dans un état d'esprit neuf, tourné vers l'avenir et déconnecté des conflits anciens !*

## Dès 2012, le Réseau a étudié l'idée de "régionalisation"

Régulièrement des groupes ont exprimé leur sentiment que la fédération, en grandissant et en travaillant à des campagnes souvent généralistes, leur semblait moins proche, moins à leur service.

Le Réseau a-t-il perdu les moyens de communiquer sur ce qu'il fait, sur son fonctionnement interne, sur ce qui est réellement mis en place ? A-t-il su proposer suffisamment d'espaces interactifs entre les groupes et leurs représentants au CA pour fabriquer de l'intelligence collective et une vraie réflexion stratégique ? Comment concilier maillage du territoire fort, humain et vivant et envergure nationale ?

La Commission Refondation a été créée par l'Assemblée Générale de 2010. Elle s'est penchée sur l'idée de régionalisation et un questionnaire a été envoyé aux groupes en 2013. Il en est ressorti que les attentes et les profils des groupes étaient très divers et qu'une réponse unique, plaquée d'en haut, n'aurait pas de sens. Plusieurs scénarios ont été formalisés ensuite, et débattus au cours de l'Assemblée générale de 2014, sans qu'aucun ne soit adopté.

Aucune réponse finalement n'a été apportée à ce besoin complexe de meilleure réappropriation du Réseau par les groupes.

Cette question importante a déjà donné lieu à beaucoup d'échanges alors le débat n'est pas clos et doit être mené !

## Évoluer pour améliorer, oui, mais en préservant le Réseau

À notre avis, il serait très destructeur de faire table rase d'un fonctionnement mis en place depuis des années, qui a su faire ses preuves dans bien des domaines.

De plus, notoriété, continuité médiatique ou encore agrément national pour la protection de l'environnement permettant d'ester en justice sont des acquis qui ne peuvent être brutalement remis en cause.

Ils feront partie intégrante de la réflexion globale. En outre, les évolutions doivent se faire dans le respect du Droit du travail.

Nous voulons améliorer une fédération qui fonctionne, surtout pas la casser !

Allons de l'avant...

# Évoluer, mais dans quel sens ?

## Des questions essentielles

Après plusieurs tentatives éphémères en 1997 de construire des coordinations durables et efficaces, des militant-e-s ont décidé de se fédérer en une structure forte avec une gouvernance collégiale, capable de porter la lutte antinucléaire au niveau national. Cette gestion collégiale via un conseil d'administration sans présidence, avec toutes les difficultés qu'elle comporte, est novatrice et répond au besoin de démocratie et de partage des responsabilités.

Dès sa création, le conseil d'administration était composé de membres de groupes issus de différentes régions tentant de couvrir de grandes zones géographiques partout en France. Pourtant, au-delà de l'enthousiasme des premières années, ce schéma de répartition géographique n'a pas fonctionné bien longtemps par manque de candidatures. Le travail bénévole des administrateurs était -et est toujours- très lourd à porter. Il fallait bien faire avec les administrateurs volontaires issus d'une même région. Ce constat factuel indéniable questionne sur la capacité de fonctionner "par régions".

## Régionaliser, un pas en avant ou un retour en arrière ?

Un schéma de rupture proposant de redéployer le Réseau sur trois ou quatre régions, en réduisant l'équipe du local lyonnais serait justifié par quel nouveau besoin identifié ? Est-il tout simplement réaliste et cohérent ? Ne risque-t-il pas de créer des conflits entre pôles régionaux ? Qu'implique-t-il en termes de réactivité, d'organisation, de gestion financière ?

La délocalisation des 16 salariés sur les pôles régionaux évoquée par certains est impossible tant du point de vue humain que de celui du Droit du travail. Et le Réseau a-t-il les moyens de créer de nouveaux postes, le cas échéant ?

Les capacités de mobilisation, locales ou nationales, d'investissement sur le terrain doivent être réellement évaluées avant d'engager le Réseau "Sortir du nucléaire" dans une telle rupture structurelle.

Enfin, est-il raisonnable de changer le nom du Réseau, au bout de 18 ans ? Quel impact en terme de continuité ? Au-delà des mots, ce sont les actions sur le terrain qui nous feront gagner !

*Face aux enjeux, pouvons-nous nous permettre de rompre la dynamique actuelle ?*

## Redéployer le Réseau ou renforcer les luttes "gagnables" ?

### Où serons-nous les plus efficaces ?

Où sont les enjeux gagnables aujourd'hui ? EPR et renouvellement du parc de centrales nucléaires, Fessenheim et arrêt urgent des réacteurs nucléaires actuels, création de sites de stockage des déchets nucléaires, transports nucléaires, ITER, alternatives énergétiques sont notamment des axes forts de luttes en cours. Ils sont "gagnables" parce qu'en cours de réalisation, d'installation. Ils créent des besoins auxquels il faut pouvoir répondre, en renforçant par exemple les moyens alloués aux groupes et aux coordinations thématiques pour leur structuration et leurs objectifs, via une aide financière, juridique, emploi temporaire (service civique, stagiaire), etc.

### Comment être le plus efficaces ?

Comment trouver les moyens de rendre encore plus combative notre lutte ?

Renforcer la mise en réseau opérationnel des groupes dans les zones géographiques ? Renforcer les processus d'échanges entre coordinations thématiques, coordinations régionales et conseil d'administration du Réseau ?

Cela permet non seulement de préserver une organisation nationale forte indispensable, une efficacité au plus près du terrain, mais aussi de conserver l'adhésion et le lien avec des milliers de sympathisants individuels, parfois tout aussi actifs que les groupes.

Et quelle place plus active offrir aux nombreux sympathisants qui participent activement au financement du Réseau, mais ne sont pas représentés au conseil d'administration, ni à l'assemblée générale ?

*Toutes les visions devront être confrontées, évaluées, pesées lors de ce Congrès car les incidences sont considérables pour la lutte.*

## POUR OUVRIR LE DÉBAT, NOUS LIVRONS À VOTRE RÉFLEXION QUELQUES PISTES QUI NOUS SEMBLENT ALLER DANS LE SENS D'UNE ÉVOLUTION POSITIVE DE LA FÉDÉRATION :

- Pérenniser la structure nationale, améliorer la communication transversale avec les groupes en créant des référents administrateurs et salariés par région, bassins de lutte et/ou thématique
- Lancer un nouveau chantier d'identification des groupes et des thématiques de lutte afin de soutenir et de renforcer les coordinations thématiques régionales
- Réfléchir aux moyens de motiver les groupes pour qu'ils s'impliquent plus dans la vie du Réseau
- Réfléchir aux moyens de rendre notre lutte plus combative et plus visible
- Renforcer les moyens alloués à l'expertise et lui créer un pôle dédié
- Produire une réflexion collective, avec toutes les composantes du Réseau, qui aboutisse à un document d'orientation stratégique et politique adopté par le Congrès tous les 3 ans
- Faire évoluer le conseil d'administration et l'ouvrir à une meilleure représentativité de TOUS les acteurs du Réseau
- Réfléchir à la place des sympathisants et militants individuels au sein de la structure
- Mettre en place un Comité de prévention des conflits et d'écologie relationnelle dans le cadre d'une charte...

• • •

## Un Congrès... décisif

**Nous abordons ce congrès dans un esprit positif quant aux qualités du Réseau "Sortir du nucléaire" actuel. Nous ne voulons pas casser une dynamique, nous voulons au contraire améliorer, sur des bases raisonnables et justifiées, une organisation nationale qui fonctionne !**

**Nous serons vigilants quant à ce qui pourrait n'être que des visions théoriques et non l'émergence de réels besoins, ressentis et identifiés sur le terrain. Enfin, c'est unis et non divisés que nous gagnerons !**



## Quels profils au sein du "Réseau" ?

Pour travailler à l'évolution du Réseau "Sortir du nucléaire", il faut s'interroger, avec lucidité, sur l'état des groupes militants aujourd'hui : profil, âge, mobilité, besoins, moyens financiers, capacité individuelle d'engagement, incidence de la crise actuelle du pays, judiciarisation... Comment mieux connaître les groupes au sein du Réseau et leurs besoins réels ?

## La jeunesse, en pleine évolution : à suivre !

La jeunesse actuelle a d'autres modes opératoires et les enjeux changent. Occupation de lieux à défendre, remise en cause radicale de la société actuelle et de la mondialisation, refus de s'engager dans des structures, mode de vie volontairement sobre et avec peu de ressources ; ces pratiques doivent nous interroger sur les enjeux de demain. Le Réseau "Sortir du nucléaire", pour évoluer et préparer l'avenir de la lutte, doit aussi tenir compte de ces données...

## Le Réseau en chiffres

930 groupes signataires de la Charte  
237 groupes adhérents  
60 000 signataires de la Charte  
20 000 donateurs individuels  
15 000 abonné-e-s à la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire"  
+ de 120 000 inscrits à la newsletter mensuelle  
+ de 30 000 "fans" sur Facebook  
+ de 5 000 abonnés Twitter

### Budget total : 1 million €

- L'adhésion des groupes représente 1% de ses ressources, 90% proviennent de sympathisants individuels et 9% de la vente de matériels militants.
  - Son assise financière continue de croître, dans un contexte économique de crise.
- Les contrôles fiscaux concluent à une gestion saine, sans redressement à mettre en œuvre.



Pour un Réseau "Sortir du nucléaire" d'un million de membres !

Rejoignez-nous pour signer l'appel de cette plateforme commune !

Amplifions une dynamique positive au sein d'un rassemblement toujours plus large...

### PREMIERS SIGNATAIRES

#### Groupes :

Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, Bure Stop 55, CANVA (Coordination de l'action non violente de l'arche), CIREN (Association citoyenne d'information sur le nucléaire et la radioactivité -77 et 91), CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin) (68), Déboulonneurs Touraine (37), Environnement Conscient (31), Revue "Silence" (69), Rhône-Alpes Sans Nucléaire, La Ruche de l'écologie (69), Sortir du nucléaire 89, Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisaye, Sortir du nucléaire Sud Ardèche (07), Sortons du nucléaire Moselle (57)

#### Militants actifs, sympathisants et administrateurs ou ex-administrateurs du Réseau Sortir du nucléaire\*

Brigitte Alban (69), Jacky Berthomé\* (89), Pascal Braud\* (44), Jean-Marie Brom\* (67), Christian Bucher (29), Daniel Candas (69), Anne-Sophie Cordoeiro\* (69), Guy et Dominique Delort\* (18), Franceline Fanton (69), Rémi Filliau\* (37), Corinne François\* (55), Guillaume Gambelin (69), Antoine Girard\* (77), Claire Grenet (69), Alain Joffre\* (07), Jean-Yvon Landrac\* (56), Jean Claude Laparre (82), André Larivière\* (43), Cédric Lucas\* (38), Jean-Marc Luquet\* (30), Maryse Mary (27), Jacques Masca (18), Thierry Manceau (69), François Mativet\* (74), Patrick Monnet (69), Régine Millarakis (55), Steven Mitchell\* (76), Sophie Morel\* (14), Roland Portes (82) Jean-Jacques RETIG (68), Daniel Roussée\* (31), Marc Saint Aroman\* (31), Nadine Schneider\* (55), Emmanuelle Somer\* (06), Rémi Verdet\* (67)

Contact (signatures, questions...) > rezo-en-questions@orange.fr

#### Infos Congrès >

<http://www.sortidunucleaire.org/congres>

## L'appel pour renforcer le Réseau "Sortir du nucléaire"

Pour un million de membres !

Nous sommes quelques milliers de militants actifs en France pour la sortie ou l'arrêt du nucléaire civil et militaire afin d'éviter l'accident majeur chaque jour plus probable. Et pourtant il y a dans notre pays une majorité de concitoyens acquis à notre cause, des sondages le montrent régulièrement.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a donc un potentiel de millions de sympathisant-e-s ou militant-e-s, que nous ne savons encore pas attirer et mobiliser, pour diverses raisons...

Pourquoi ne pas lancer le pari fou, mais dynamisant et à la mesure des enjeux de notre lutte, d'un réseau d'un million de membres signataires de notre Charte pour en finir avec le nucléaire !

Les signataires de ce texte s'engagent pour l'avenir du Réseau "Sortir du nucléaire". Ils soutiennent lors du prochain Congrès, en février 2016, le maintien d'une fédération nationale, forte, combative, réactive et recentrée sur l'essentiel ; toujours plus ouverte aux groupes et aux luttes de terrain ; soucieuse de la place des sympathisant-e-s et militant-e-s individuels et renforcée par des améliorations discutées collectivement dans un climat serein. Ils s'engagent afin que toutes ses composantes, dont les salarié-e-s, puissent échanger et lutter ensemble dans le respect, la fraternité et la bienveillance. Tout doit être fait pour permettre l'expression de tous les points de vue. Militant-e-s des groupes et mouvements, donateurs individuels, partenaires associatifs, membres élus du CA, salarié-e-s, sont complémentaires ; chacun a sa place dans cette longue lutte pour la fin du nucléaire en France.